colorchecker CLASSIC

mm

x·rite


x·rite
mm










FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE


BIBLIOTHEQUE FNSP
1 049 490



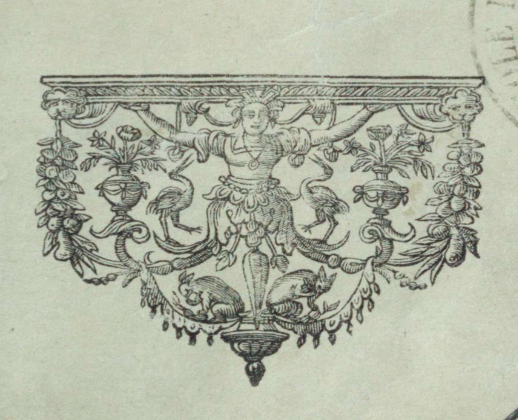
CONFÉRENCE

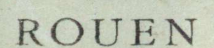
SUR L'EXTENSION DE

LA RUSSIE EN EUROPE

Par M. ALBERT SOREL

de l'Académie Française





ROUEN

IMPRIMERIE E. CAGNIARD (LÉON GY, SUCCESSEUR)

Rues Jeanne-Darc, 88, et des Basnage, 5

—

1896

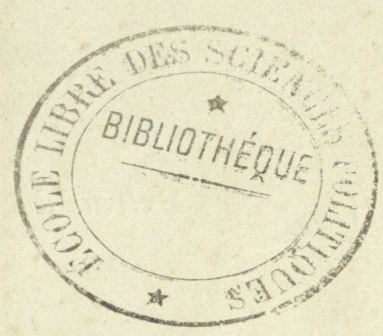
CONFÉRENCE

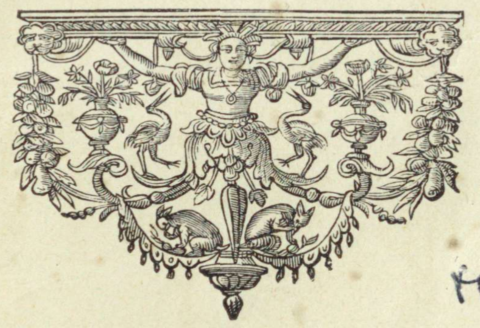
SUR L'EXTENSION DE

LA RUSSIE EN EUROPE

Par M. ALBERT SOREL

de l'Académie Française





ROUEN

IMPRIMERIE E. CAGNIARD (Léon GY, successeur)

Rues Jeanne-Darc, 88, et des Basnage, 5

—

1896

Extrait du Bulletin de la Société normande de Géographie.

(3e Cahier de 1896)



CONFÉRENCE

SUR

L'EXTENSION DE LA RUSSIE EN EUROPE

Par M. ALBERT SOREL

Mesdames, Messieurs,

Quand la Société normande de Géographie a bien voulu me demander de venir faire une conférence à Rouen, j'ai d'abord été un peu embarrassé, parce que je ne suis ni géographe ni conférencier ; mais je suis Normand, et, à ce titre, je ne pouvais décliner l'invitation qui m'était adressée de venir parler dans notre capitale normande. D'ailleurs, je suis professeur d'histoire, et à ce titre aussi, je crois pouvoir, sans trop me hasarder, aborder une question de géographie.

L'histoire, en effet, est intimement liée à la géographie. La géographie détermine les conditions de l'histoire; elle dessine le théâtre où se déroulent les grands spectacles de l'humanité : l'histoire expose, décrit ces spectacles, suit les aventures des hommes dans la lutte pour la vie, la lutte pour la possession de la terre, la lutte pour la domination des hommes et la suprématie ; la lutte plus douloureuse et plus généreuse, la lutte pour conser-

ver la terre où l'on est né, la lutte pour conserver la foi, la lutte pour conserver et pour défendre, en un mot, ce qu'il y a de plus sacré pour les hommes : leur conscience et leur patrie. L'histoire raconte ces choses, la géographie montre où elles se sont passées ; elle montre les routes suivies par la lourde caravane humaine.

Où va-t-elle ? D'où vient-elle ? Les savants ne prétendent pas pénétrer ce secret ; ils se bornent à la suivre et à montrer par où elle passe.

Je vais tâcher de le faire avec vous, à propos d'un grand peuple, ami du nôtre ; de décrire à grands traits l'un des plus puissants spectacles historiques qu'il ait été donné à l'histoire de présenter, celui de l'extension de la nation russe : il n'en est pas aujourd'hui de plus intéressant pour nous.

On dit en général, chez nous, en France, quand on commence l'histoire d'un pays ou l'histoire d'une ville, et que l'on est en peine d'origines, faute de documents : au commencement, il y avait les Celtes ; commencement obscur, car on sait assez mal ce que furent les Celtes, et d'où ils venaient eux-mêmes. Ici, je ne remonterai pas si loin ; mais je dirai : au commencement étaient les Normands ! Sur quelles côtes n'ont-ils pas promené leur insatiable curiosité ? Quelles rivières n'ont-ils pas remontées, ces coureurs héroïques d'aventures profitables, comme les définit l'illustre écrivain dont notre président parlait à l'instant, Taine, dans sa grande histoire de la littérature anglaise. Je le répète avec orgueil, en parlant de nos ancêtres : on les a calomniés trop souvent, et l'on s'est plu à leur attribuer le monopole de défauts, très généralement répandus.

Chicaneurs, procéduriers ! J'ai un peu voyagé dans le monde, j'ai beaucoup voyagé dans les livres, et j'ai trouvé partout de la chicane, de la procédure, des hommes avides de gains ; mais je n'ai point rencontré parmi eux des hommes qui aient surpassé nos pères, qui aient su, mieux qu'eux, faire de grandes conquêtes, adopter et s'assimiler les mœurs, les usages, les coutumes des pays dont ils s'emparaient, et les mieux ordonner ; qui aient su s'imprégner du génie, de la langue, des lois des peuples qu'ils soumettaient à leur domination. Non seulement ils furent de grands conquérants, ils furent aussi des législateurs. Non seulement ils se servirent des lois pour leur intérêt, mais ils firent de bonnes lois, de belles lois. Partout où ils allèrent, en Sicile, en Angleterre, ils construisirent ces poèmes de pierres qui sont encore debout pour nous dire ce qu'étaient nos

ancêtres : Saint-Etienne, à Caen ; Saint-Ouen et Saint-Maclou, à Rouen. Ils possédaient une grande âme poétique et une raison supérieure.

Or, ces gens-là sont allés en Russie ; on les y trouve dès le commencement. Les chroniqueurs de la fin du IXe siècle rapportent que, déchirés par l'anarchie, les chefs des tribus slaves s'adressèrent aux princes de la Varégie, des Scandinaves, des Normands : « Car, disaient-ils, notre pays est grand, et tout y est en abondance ; mais l'ordre et la justice y manquent ; venez en prendre possession et nous gouverner ». C'était se faire une haute idée des Normands. Les Normands n'eurent garde de ne point répondre à cet appel ; ils vinrent dans ce pays pour y rétablir l'ordre et y porter des lois. On trouve dans une vieille chronique cette phrase : « Les Grecs les appellent Russes, et nous, nous les appelons Normands »...

Cette bande de Normands était toute pareille à celle qui accompagnait Rollon.

Dans des fouilles faites en Russie, l'on a trouvé des armures semblables à celles qui décorent nos fameuses tapisseries de Bayeux. On a élevé à Nijni-Novogorod une statue de Rurik ; il y est représenté comme Guillaume à Falaise.

Ces Normands se fondirent avec les Russes comme ils se sont fondus avec les Français, les Siciliens et les Anglais. Ils allèrent promener leurs aventures sur tous les pays voisins. Ils descendirent jusqu'à la mer Noire, et s'établirent sur les côtes de la Baltique. Ils pénétrèrent dans la Méditerranée, s'arrêtèrent en Sicile, où ils retrouvèrent des parents qui étaient venus par un autre chemin. En passant, ils touchèrent à Constantinople.

Constantinople ! C'est de là que les Russes tiennent leur foi, leur foi orthodoxe, qui est chez eux le grand lien de nationalité ; c'est de là aussi que vient leur politique, que procède toute leur destinée. Cette destinée est écrite sur la carte du pays où ils ont vécu.

Aux XIIIe et XIVe siècles, nous les voyons entamés de tous côtés : à l'ouest par les Polonais, au nord par les Suédois, à l'est par les Tartares musulmans. Ces peuples sont pour eux, non seulement des étrangers, des conquérants, ils sont quelque chose de plus : pour le Russe orthodoxe, le musulman est l'ennemi et l'infidèle ; quant aux Polonais catholiques et aux Suédois luthériens, ce sont des adversaires de la foi orthodoxe. Contre eux les Russes défendent leur croyance, leur terre natale, leur tombeau, leur salut éternel !

Considérez cette carte : au nord la Finlande qui appartient aux Suédois, puis le long de la Baltique, plus bas, de petits États, de petits duchés, l'Ingrie, la Carélie, la Courlande, qui appartiennent soit à des princes, soit à la Pologne, une grande chose disparue de la carte du monde, un grand territoire habité par une grande et noble nation ; elle occupe le centre de l'Europe. Vers la mer Noire, des Tartares, des Musulmans.

Donc, si la Russie veut s'avancer vers l'Europe centrale et s'ouvrir les routes du commerce et de la civilisation, elle rencontre sur son chemin la république de Pologne qui lui barre la route ; les Suédois lui ferment la Baltique ; les Musulmans tiennent, au Midi, les bouches de ses fleuves. Non seulement elle veut s'ouvrir les routes du commerce vers la mer Noire, mais elle veut avoir celles qui mènent à Constantinople et délivrer ses frères chrétiens asservis par le Turc... Constantinople, où les Russes ont la douleur de voir l'église Sainte-Sophie, la cathédrale de leur foi, convertie en mosquée, surmontée du croissant, et où ils voudraient replanter la croix grecque.

Vous voyez où ils vont, vous savez jusqu'où, et sur le corps de qui ils doivent passer, poussant devant eux les Musulmans au sud, les Polonais à l'ouest, les Suédois au nord.

C'est l'intérêt de l'État russe, c'est la raison d'État des souverains russes, et voici le grand ressort de la politique russe : il y a accord intime et communauté de sentiments entre le peuple et le souverain. Cette raison d'État des princes, cet intérêt d'État des tsars, devient pour le peuple une passion populaire, une passion religieuse et j'irai jusqu'au bout de ma pensée, une passion fanatique. Ce qui est calcul pour les chefs de l'État, devient entraînement pour le peuple, de telle sorte que l'on peut dire qu'il y a encore, après le calcul des uns, le rêve des autres, et que les desseins politiques des souverains russes s'exécutent par la nation sous la forme d'une croisade.

Ces luttes ont toutes les apparences des luttes héroïques que nous soutenions contre l'étranger, lorsqu'il nous fallut défendre notre territoire contre les Anglais. Cependant, ces Anglais et ces Français qui se battaient pour la terre avaient la même foi, tandis que le Russe, au contraire, combat à la fois pour sa terre et pour sa foi.

Il faut, pour retrouver dans notre histoire quelque chose d'analogue au sentiment qui porte les Russes à défendre leurs frontières avec tant d'énergie, il faut remonter à l'époque glorieuse de la Révolution française. Alors

les Français croyaient apporter au monde un évangile politique nouveau, et propager, avec la gloire de la France, avec l'extension de son territoire, les idées de liberté et d'émancipation qui devaient faire le bonheur des hommes.

Et ainsi de 1794 à 1799 et 1800 après avoir conquis l'Italie, une partie de l'Allemagne, la Suisse, la Belgique, la Hollande, nous donnions à la république ces magnifiques frontières, bordées d'États dépendants et de républiques vassales.

De même les Russes croient faire de bonne politique, travailler à la grandeur de la Russie dans ce monde, et au salut des peuples dans l'autre, lorsqu'ils repoussent, chassent ou assujettissent les catholiques de la Pologne, les luthériens de la Suède et les musulmans de la Turquie.

Ainsi nous apparaît l'histoire de la politique russe, la plus simple dans ses données, la plus méthodique dans son application, fondée sur des nécessités permanentes, inébranlable dans ses desseins et passionnée dans ses mobiles populaires. Elle se développe dans l'histoire avec la majesté des lois de la nature.

La Russie arrive sur la scène européenne au moment où les États contre lesquels elle lutte entrent en décadence.

La Suède jette son dernier éclat avec Charles XII (qui règne de 1697 à 1718) dans les dernières années du XVIIe siècle et dans les premières du XVIIIe siècle. La Pologne brille encore avec Sobieski, qui délivra Vienne, assiégée par les Turcs, vers la fin du XVIIe siècle. Les Turcs eux-mêmes commencent à reculer dans les dernières années du XVIIe siècle, après le siège de Vienne, en 1683 ; il fallut livrer une autre bataille de Poitiers pour en délivrer l'Europe ; depuis, ils reculent constamment.

Alors paraît Pierre le Grand, qui règne de 1682 à 1725, qui sut s'ouvrir les routes de la Baltique et reculer les limites de la Russie vers le Nord. Ce prince s'empare de l'Ingrie, de la Carélie et de la Livonie ; au Sud, il conquiert Azof sur la mer d'Azof.

Il se promène à travers toute l'Europe, il vient jusqu'à Paris, il va à Versailles, et remplit le vieux monde étonné du nom de la Russie.

Dans le même temps, les Russes se dirigent vers l'Asie. Nous parlons ici de leur extension en Europe, mais il faut bien nous rappeler, cependant, que, d'autre part, en même temps, par un effet du même travail, ils s'en vont vers l'Orient, et s'avancent, à la fin du XVIIe siècle et au commencement du XVIIIe siècle, en Asie, qu'ils y fondent leur colonisation, contemporaine de

leur extension en Europe, qu'ils s'établissent en Sibérie, atteignent le Pacifique, occupent le Kamtchatka, entreprennent la Perse et se font suzerains du khan de Khiva.

Telle est, indiquée dans ses grandes lignes, la marche de la nation russe vers l'Europe et vers l'Asie ; mais cette marche ne va pas s'effectuer sans accidents, sans difficultés. Je vous ai dit que la Russie allait trouver devant elle les Suédois, les Polonais et les Turcs. Si la Russie a ces trois peuples pour ennemis, ces peuples vont être portés, naturellement, à se liguer pour défendre leurs territoires contre les Russes. Par la suite se formera cette alliance, qui sera le grand barrage des pays d'Europe.

La monarchie autrichienne occupe, au moment où la Russie commence sa marche, la Hongrie, la Bohême, et exerce en Allemagne une influence considérable. N'oubliez pas qu'elle possédait alors la couronne impériale, de telle sorte que, quand je parle de l'Autriche, au XVIIe ou au XVIIIe siècle, c'est absolument comme si je disais, aujourd'hui, la Prusse et l'Allemagne prussienne.

La Russie rencontre sur son chemin cette Allemagne autrichienne, mais elle s'accorde alors avec elle. Les ambitions de la maison d'Autriche ne s'opposent point, en ce temps-là, à celles de la Russie. Où la Russie veut-elle aller? Vers la Baltique, vers la mer Noire ? Elle ne s'y heurte point à l'Autriche. Quant à la Pologne, qu'elle convoite, si l'Autriche y met des obstacles, on la partagera au besoin.

Ce que l'Autriche recherche, c'est l'Italie, son champ de bataille classique séculaire, avec la France. Ce qui la préoccupe, ce sont les Pays-Bas, qu'elle a recueillis dans la succession de l'Espagne. C'est là qu'elle rencontre, à son tour un adversaire, la monarchie française, qui vise à conquérir la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire les Pays-Bas autrichiens et les territoires allemands : l'Autriche possède les premiers et est chargée de défendre les seconds.

La France cherche à lui susciter partout des ennemis et des diversions ; l'on voit ainsi ces Turcs, ces Polonais, ces Suédois, les ennemis nés de la Russie, devenir naturellement les alliés de la France et se tourner contre l'Autriche.

La Russie et l'Autriche feront cause commune, ayant mêmes ennemis; voilà pourquoi la France et la Russie, en ce moment, ne peuvent point s'accorder, et ce qui explique la difficulté à amener des rapports intimes entre ces peuples, malgré le désir qu'en manifestaient les souverains. Pierre

le Grand, qui voulait s'allier avec nous, n'a pu y arriver, par suite des exigences de notre vieille politique.

Les Russes ne parurent que tard sur la scène des guerres de l'Europe, que l'on pourrait appeler la scène des sanglantes batailles de la vieille Europe, car ils avaient beaucoup de chemin à faire ; il fallait passer sur le corps de la Pologne. Ils y arrivèrent dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, lors de la guerre de succession d'Autriche. A ce moment-là Marie-Thérèse les appelle à son secours. Il ne font guère que défiler en Allemagne.

La guerre est suspendue : ils s'en retournent, mais reviennent bientôt, et cette fois s'arrêtent en Prusse.

Il y a là un petit Etat dont je n'ai point parlé tout à l'heure, il n'était alors presque rien. Il convoitait, pour réunir les morceaux disjoints de ses territoires, une province de la Pologne. La Russie ne le redoutait guère, il n'était point encore gênant pour elle ; il marchait volontiers aux côtés de la France, et fut pendant longtemps de nos clients. A l'époque dont nous parlons ce petit Etat avait pour chef un roi qui n'était ni le plus humain, ni le plus généreux des hommes, mais qui fut un des plus terribles manieurs d'hommes, dans la paix et dans la guerre, que l'on ait jamais vus : c'est le grand Frédéric : il doublera la population de son Etat, et fera de cette petite Prusse une grande puissance.

Il voulut être maître non seulement chez lui, mais chez les autres ; se servir des autres, sans les servir eux-mêmes; le plus incertain et le moins sincère des alliés, il se brouilla avec Louis XV après l'avoir exploité. Il se montra envahissant, devint menaçant pour tout le monde. Il avait acquis de la force, il en voulait davantage; on comprit le danger. La France et l'Autriche, rapprochées par le péril commun, s'unirent contre la Prusse.

La Russie marchait avec l'Autriche ; on vit ainsi la ligue de l'Autriche, de la France et de la Russie contre la Prusse. Il semblait que le plus puissant roi de l'Europe et deux impératrices allaient anéantir ce roitelet et écraser dans l'œuf son aigle impériale. Mais il a fallu, pour notre confusion et pour notre malheur, que l'Europe vît ce grand spectacle : un tout petit Etat, luttant contre trois grandes monarchies, envahi, battu, assiégé dans sa capitale, faire front néanmoins, et se relever dans une guerre effroyable, telle que l'Europe n'en avait pas connu depuis le moyen âge.

On vit le choc des Prussiens et des Russes, et cela fut quelque chose de formidable. Les Prussiens avaient une armée de mercenaires qui ne présentait

pas le caractère national qu'elle possède aujourd'hui si profondément : mais cette armée de mercenaires était admirablement commandée par le roi ; et de plus, ces gens qui faisaient métier de se battre, se battaient très bien. L'armée russe représentait une armée nationale dans toute la force du terme. C'était le peuple armé. Elle se composait de paysans pris à leurs charrues, à leur izba (le mot est maintenant populaire en France), emmenés, non sans déchirement — car c'était pour toujours qu'ils se séparaient de leur village, de leurs parents, de leurs fiancées. Ces hommes du peuple, arrachés à leurs foyers, devenaient des militaires excellents et d'une tenacité extraordinaire. Frédéric le Grand, qui refusait de les prendre au sérieux, dut revenir de cette opinion quand il vit les artilleurs se faire tuer sur leurs pièces, quand il connut la résistance acharnée des masses d'infanterie.

A ce moment régnait en Russie une princesse qui fut certainement un des êtres les plus extraordinaires qui aient monté sur le trône : c'était une femme supérieure.

En France nous nous flattons volontiers de posséder de remarquables femmes politiques et l'on a vu à toutes les époques, en France, des femmes qui, de leur salon, ont eu la prétention de mener les affaires publiques. Historien, je suis bien obligé de confesser que j'en ai rencontré, bien peu, dont l'influence ait été intelligente, et que j'en connais encore moins dont l'influence ait été bienfaisante. Je n'en suis nullement attristé, car je pense que la femme française a tout autre chose à faire que de la politique, et j'estime qu'elle a un meilleur rôle à jouer, ailleurs que sur ce théâtre où règnent la duplicité, le calcul et l'intrigue. Esprit, goût, charme, bonté, pitié, enthousiasme, générosité, telles sont ces véritables qualités : inspirer les artistes, soutenir les courages, partout, dans le plus modeste ménage, être le cœur, la lumière patriotique de la famille, voilà sa vraie carrière et elle y excelle.

Ce n'est que dans des pays voisins, en Angleterre aussi bien qu'en Allemagne, où, en général, les femmes ont, dans la vie privée, l'esprit moins alerte, et semblent destinées à se renfermer dans le foyer, c'est, dis-je, par un singulier contraste, dans ces pays surtout, que l'on a vu naître des femmes d'une véritable supériorité, des femmes d'Etat, des femmes prodiges en réalité, et de beaux monstres, je le veux bien, mais des monstres dans leur sexe. Elisabeth en Angleterre, Marie Thérèse en Autriche, surtout la grande Catherine en Russie.

Cette fameuse Catherine n'était pas russe. C'était une petite prin-

d'Anhalt

cesse allemande, mariée à l'héritier de Russie, non pour le bonheur de ce prince, dont elle se sépara par des moyens violents et qui mourut en prison. Elle fut un extraordinaire homme d'Etat.

Cette allemande devint un des plus grands souverains russes. Elle se fit russe tout en restant elle-même ; elle sut adapter admirablement son caractère aux idées russes. Elle sut merveilleusement deviner les besoins de ce peuple. Elle fit ce que les Russes eux-mêmes ne savaient pas faire, ne pouvaient pas faire ; elle accomplit quelque chose de tout à fait analogue à ce qu'a fait chez nous le grand, le formidable Corse, qui mena la France et l'Europe au commencement du siècle.

Catherine et Bonaparte ont régné l'un et l'autre presque par les mêmes moyens et ils ont gouverné, de même, un pays où ils n'étaient pas nés. Ils ont compris, du dehors, plus largement, plus simplement les besoins du peuple, mieux que ne le comprenaient les gens du pays, dont ils n'avaient partagé ni les passions, ni les rivalités ; ils ont su conduire ces peuples dans la voie où ils voulaient aller. Tel fut le rôle de Bonaparte pendant les premières années de son gouvernement, tel fut aussi celui de l'impératrice Catherine pendant toute la durée de son règne, qui fut l'un des plus longs et des plus prospères de l'histoire de la Russie. Elle exécuta, en plusieurs étapes, l'œuvre qui se préparait depuis des siècles et compléta la conquête des rives de la Baltique, moins la Finlande. Elle en finit avec les Suédois. Il restait la Pologne : elle la démembra.

Le dessein de Catherine n'était pas de partager la Pologne. Ce n'était ni par amour des Polonais, ni par respect de leurs droits, mais parce qu'elle voulait la prendre tout entière. Ce pays était tombé dans l'état d'anarchie, elle prétendait y faire ce que les Normands Varègues avaient fait en Russie, s'y établir et le gouverner. Mais il lui fallait compter avec l'Autriche et avec la Prusse, car ni l'une ni l'autre de ces puissances ne voulait admettre que la Russie dominât seule en Pologne. Elles trouvaient que le morceau était trop gros pour la seule Catherine. Ainsi eu lieu en 1768 et 1772 le premier partage de la Pologne qui rogna toutes les frontières de ce malheureux pays.

A ce moment éclate la grande guerre de la Révolution française et c'est alors que Catherine manifeste toute sa supériorité. Elle dit aux Autrichiens : il faut combattre les Français, c'est votre affaire, étouffez cette révolution qui menace tous les trônes, défendez vos Pays-Bas que vous voulez garder. Aux Prussiens, elle dit : défendez l'Allemagne sur le Rhin, en même temps

vous défendez l'Europe, allez combattre la Révolution française sur les frontières de l'Ouest, allez soutenir la cause du roi, jusqu'au cœur de la France. Moi je combattrai la Révolution française en Pologne. Et elle combattit si bien qu'elle démembra deux fois cette malheureuse Pologne et qu'il n'en resta plus rien : les Autrichiens et les Prussiens ayant, bien entendu, réclamé leur part, pour prix de leurs exploits contre les Français.

Entre temps, Catherine avait pris la Courlande, conquis la Crimée et repoussé les Turcs ; à ceux-ci elle imposa un traité qui fait époque dans l'histoire russe. Par ce traité, les Turcs lui accordaient une sorte de protectorat des chrétiens et lui donnaient ainsi le droit d'intervenir dans leurs affaires. Elle fit, à ce moment, un beau rêve et conçut ce grand dessein oriental qui devait servir, pendant longtemps, de plan à la politique russe. C'était, après avoir asservi les Polonais et les Suédois, de déposséder les Turcs de leurs possessions d'Europe, de les repousser en Asie et de faire, de leur empire, plusieurs petits Etats chrétiens orthodoxes. L'un, qui comprendrait la Grèce et qui aurait Constantinople pour capitale, serait attribué à un grand-duc ; il y en aurait un autre qui s'étendrait jusqu'au Danube. Tous ces Etats seraient placés sous la suprématie de la Russie.

Vous le voyez, les grandes destinées, dont je parlais en commençant, se trouvent presque accomplies. La Russie a atteint la mer Noire, elle arrive au centre de l'Europe, elle est riveraine de la Baltique. Mais alors les Autrichiens jugent que la tsarine en prend trop à son aise, et de même qu'ils avaient réclamé leur part de la Pologne, ils demandent des morceaux de la Turquie pour laisser démembrer cet empire.

Ce qui se passe en ce moment est fort intéressant. Joseph II, qui règne en Autriche, est un prince ambitieux et avisé. Savez-vous ce qu'il réclame et ce qu'il se fait promettre ? Des fragments de l'empire ottoman et, en particulier, les provinces que l'Autriche a occupées en 1878, c'est-à-dire la Bosnie et l'Herzégovine. Il se fait attribuer, en outre, une partie de la Serbie. Le traité conclu et très secrètement, les alliés essayèrent d'attirer la France dans leur jeu, et voyez avec quel avantage on espérait la gagner : ce n'était rien moins que l'Egypte. Tels étaient les desseins de Catherine, lorsqu'elle mourut chargée d'années et de gloire.

Son fils Paul Ier, esprit troublé, très médiocre politique, fort effrayé par la Révolution, se crut destiné à l'anéantir et se jeta dans la grande guerre contre la France. Catherine y avait envoyé les autres, mais elle s'était bien gardée d'y aller elle-même. Il lui semblait plus adroit et plus

profitable de combattre la Révolution française chez ceux qu'elle appelait, dans son langage ironique, les Jacobins de Varsovie ou chez les autres Jacobins qui portaient le turban, à Constantinople.

Cependant la France avait pris une extension considérable ; elle devenait, par ses forces, menaçante pour ses voisins. La France avait conquis les Pays-Bas, et tenait la Hollande, la Suisse en domination. Elle débordait sur la rive droite du Rhin. Elle avait fondé, en Italie : la République Cisalpine, au Nord ; la République Parthénopéenne, au midi ; la République Romaine, au centre.

Paul Ier jugea qu'elle devenait trop puissante, trop dangereuse, et se mit en campagne, autant au moins pour refouler la France dans ses anciennes limites que pour relever les trônes renversés.

On vit pour la seconde fois les Russes sur les champs de bataille de la vieille Europe, et nos républicains français affrontèrent ces redoutables troupes qui avaient naguère fait reculer et failli anéantir Frédéric.

Nos armées n'avaient jusqu'alors trouvé devant elles que des troupes régulières, disciplinées, mais sans enthousiasme, se battant par obéissance, par honneur, mais sans attachement à une grande cause.

Or, tout au contraire, les Russes, commandés par Souvarof (le plus intrépide conquérant, le plus rude tueur d'hommes, un des plus extraordinaires soldats de son temps), étaient convaincus qu'ils luttaient pour leur tsar, pour leur religion. Ce fut le choc des deux fanatismes : on le vit aux sanglantes rencontres de La Trebbia et de Novi. Si, peu après nous avoir chassés de l'Italie, les Russes, passant en Suisse, n'avaient pas trouvé pour les arrêter Lecourbe et Masséna, la France eût de nouveau subi les épreuves de 1793 et encouru les périls de 1814. Mais Paul était fantasque : dégoûté de son entreprise par l'égoïsme de ses alliés, il se retira ; bientôt, rassuré par le coup d'Etat de brumaire, il s'éprit du premier consul et fit la paix. Puis il mourut.

Son fils Alexandre (un homme plein de séduction, plein de caresses, un grand enchanteur dans les formes et un grand ambitieux dans le fond) lui succéda.

La gloire de la nation française, la gloire en particulier du grand homme qui gouvernait alors la République l'offusquaient. Il lui semblait que tout ce que Bonaparte faisait pour la suprématie de la France dans le monde, pour la gloire des armes françaises, était usurpé sur sa propre

destinée. Considérant quel avait été l'affaiblissement successif de la monarchie française depuis les dernières années du règne de Louis XIV, l'avortement de la grande guerre d'Espagne, l'abaissement de Louis XV, l'effacement de Louis XVI, il trouvait qu'elle se relevait trop haut et reprenait trop vite ce gouvernement de l'Europe que Catherine avait proposé à la Russie et qu'il ambitionnait pour lui-même.

Au commencement de son règne il conçut le grand dessein d'être le réparateur de l'Europe, le restaurateur des trônes ; il prétendit ramener la France à ses anciennes limites, et y rétablir la monarchie, mais une monarchie contrôlée, entourée d'institutions qui en paralyseraient le ressort militaire ; il voulut l'obliger à la paix et se faire le protecteur des monarques européens rétablis par ses armes : voilà le plan qu'il imagina dès 1804 et qu'il accomplit en 1814, faisant pour la contre-Révolution ce que Napoléon avait fait avec la Révolution. L'Angleterre était l'alliée toujours prête de tout ennemi de la France conquérante. Alexandre se coalisa avec les Anglais et les Autrichiens.

On somma Napoléon d'évacuer la Hollande, l'Italie, l'Allemagne; il refusa, convaincu que s'il se retirait, les alliés se précipiteraient sur lui, qu'une fois possesseurs de la Hollande, ils entreraient en Belgique, que maîtres de la rive droite du Rhin, ils passeraient sur la rive gauche et que, disposant du Piémont, ils chercheraient à envahir la Provence, ainsi qu'ils avaient fait en 1793, qu'ils l'essayèrent tant de fois et l'accomplirent en 1814. Austerlitz les arrêta. L'Autriche était écrasée; la Prusse reprit la partie, la bataille d'Iéna la jeta bas pour longtemps. Les Russes tenaient toujours : Eylau tua des milliers d'hommes et ne décida rien; la journée de Friedland contraignit Alexandre à rentrer en Russie. Napoléon lui offrit la paix, l'amitié, l'alliance; il lui fit entrevoir le partage du monde, l'Occident à l'Empire français, l'Orient à l'Empire russe. Alexandre avait besoin de se refaire. Il parut accepter l'alliance. Les deux empereurs s'embrassirent, se séduisirent et se dupèrent à l'envi. Ils n'étaient sincères ni l'un ni l'autre.

Alexandre voulait faire rétrograder Napoléon qui ne le voulait pas, comprenant que c'eut été l'effondrement de sa puissance. Napoléon prétendait obliger les Russes à adhérer au blocus continental, et à contribuer à ruiner l'Angleterre : mais c'était en même temps ruiner la Russie et détruire son commerce. C'était interdire aux Russes toute exportation de leurs matières premières, exportation dont ils vivaient : c'était les priver des

produits fabriqués et des denrées coloniales anglaises dont ils avaient besoin.

Alexandre ne pouvait supporter cela longtemps. Napoléon l'exigea. Alexandre y consentit en apparence et l'éluda en fait. Ils se disputèrent la Pologne, et finirent, en 1812, par la guerre. C'est alors qu'Alexandre, secondé par l'hiver russe, soutenu par la constance de son peuple, prit sa revanche et poussa à son terme le grand projet de 1804, le vaste dessein de son règne. Napoléon détrôné, la France repoussée, les œuvres de la Révolution française en Europe anéanties, il entra deux fois en triomphateur à Paris, dicta les conditions de la paix dans ce qu'on appelle le traité de 1815.

Ces traités établirent sur l'Europe désarmée pour longtemps la suprématie russe. Alexandre fut le protecteur des Etats restaurés ; et c'est là qu'il faut admirer ce prince, car il sut ménager le peuple français après avoir vaincu l'empereur des Français.

Il ne toucha pas à l'ancien territoire de la France ; et non seulement il n'y toucha pas, mais il contint ceux qui voulaient l'entamer : les Allemands, les Prussiens. Par là il conquit les suffrages du peuple français et l'on eut ce spectacle rare de voir un souverain magnanime, qui avait vaincu une grande nation, la défendre contre ses alliés à lui, et se faire le modérateur des factions, conseiller le gouvernement libéral à la monarchie traditionnelle restaurée par le fait de ses victoires. Alexandre se reconcilia avec la France ; et dès ce moment commença à se former chez nous un parti de l'alliance franco-russe.

Nous avons fait un grand voyage et nous voilà à peu près arrivés au terme. Les Russes désormais vont s'arrêter du côté du Nord et de l'Occident : ils possèdent la Baltique, ayant, entre temps, annexé la Finlande ; ils tiennent la Pologne : Varsovie est à eux ; ils sont prodigieusement armés ; ils savent qu'ils peuvent compter sur la France. Alexandre ne va plus penser qu'à l'Orient. Le dessein Russe est achevé au Nord et à l'Ouest. La marche va reprendre vers le Danube et l'on n'aura plus qu'à en marquer les étapes.

C'est, vous ai-je dit, la grande œuvre nationale, la mission du peuple russe, en même temps que l'ambition traditionnelle des tsars.

La Russie veut affranchir les chrétiens, les peuples de religion grecque, assujettis par les musulmans, d'un joug qui devient de plus en plus intolérable ; elle veut, sous sa tutelle, affranchir les Moldaves, les Valaques, les Serbes, les Bulgares, enfin les Grecs.

Mais de nouveaux obstacles résultent de la constitution même de l'Europe de 1815. L'Autriche qui a renoncé à la Belgique et a reçu, en compensation, le royaume Lombard-Vénitien, n'est plus en rivalité avec la France et ne songe désormais à aucune entreprise contre elle; ses ambitions se portent ailleurs : dominer l'Italie et s'assurer sa part éventuelle dans les dépouilles de l'empire turc. Elle se rappelle que son nom signifie : empire de l'Est, empire d'Orient. Elle se sent tout aussi apte que la Russie à affranchir les peuples du Danube; elle a aussi un trésor de tendresse pour les peuples opprimés par les Turcs, et désormais, si la Russie veut aller à Constantinople, il lui faudra compter avec l'Autriche.

Puis les Anglais entrent en scène. Tous les rapports sont changés, de ce côté là aussi, et la vieille alliance de la Russie et de l'Angleterre va tourner à la rivalité. C'est que les Anglais ont conquis les Indes, et que maintenant ils ont un intérêt capital à s'assurer le passage par Suez, à conserver la domination de l'Egypte, à écarter les grandes puissances de la Méditerranée ; la France les y gêne beaucoup, c'est assez pour eux : ils n'y veulent pas la Russie; et dès lors, pour l'empêcher d'y arriver ils défendent contre elle l'empire Turc.

La Russie a donc pour adversaires, dans une entreprise contre les Turcs, deux grandes puissances qui naturellement feront cause commune : l'Angleterre et l'Autriche. Il lui est impossible de poursuivre seule la réalisation des grands desseins de Catherine. Il lui faut des alliés. Elle recherchera la France contre l'Angleterre. Elle a la Prusse contre l'Autriche.

La France sera l'alliée de réserve; la Prusse est l'alliée préférée; les dynasties sont unies par mariage, les princes s'estiment, s'aiment tendrement ; de plus les intérêts s'accordent.

La France de la Restauration est disposée à entrer en alliance avec la Russie, mais elle demandera que la Russie récompense ses services, elle exigera le retour partiel, au moins, aux frontières de 1801. La Prusse, elle, ne demande rien; le roi de Prusse doit au tsar de n'avoir pas été supprimé de la liste des rois, par Napoléon, d'avoir été rétabli, agrandi même, en 1814. Il professe les mêmes principes de gouvernement, il est lié à la Russie par la nécessité de refréner la révolution dans la Pologne qu'ils se sont partagée. Enfin leurs ambitions ne se rencontrent pas. Ce que les Prussiens convoitent, est à l'Ouest, c'est l'Allemagne; ce que les Russes convoitent est au Sud-Est, c'est la Turquie. Les deux États sont comme adossés l'un à l'autre

se soutenant l'un l'autre, et combattant l'un et l'autre le même adversaire : l'Autriche.

De là cette fameuse alliance, cette dangereuse association de la Prusse et de la Russie, la plus longue qui ait uni deux États, la plus féconde en bouleversements de peuples, renversements de princes, démembrements d'États, révolutions enfin, que l'on ait vue à aucune époque: car c'est de là que sont sortis les événements de 1866 et ceux de 1870. Mais ces révolutions, accomplies, ont porté une conséquence qui, pour le salut de l'Europe, a rompu le pacte et, à la plus redoutable des associations, substitué la plus bienfaisante des rivalités.

Quand les Prussiens ont eu atteint leur but et sont devenus maîtres de l'Allemagne, ils ont repris à leur compte les vieilles ambitions de l'Allemagne impériale sur l'Orient, ils y ont poussé, soutenu l'Autriche, et ils ont, dès lors, reporté au nouvel empire allemand, avec les traditions autrichiennes, l'hostilité à la Russie ; la Russie, de son côté, a trouvé que la Prusse poussait trop loin sa victoire, ses conquêtes, sa puissance, ses prétentions.

La Prusse avait pris l'Allemagne, son lot dans l'association ; la Russie a réclamé l'Orient, sa part dans le pacte. Elle l'a conquis, en 1878, à grands coups de guerre et la Prusse au lieu de l'aider à le conserver, l'a forcée à en restituer la plus grande part. A ce moment là, pour le salut du monde, l'homme qui menait toutes les révolutions depuis 1864, M. de Bismark a fait la faute colossale, la faute espérée, attendue ; il s'est brouillé avec la Russie, il l'a déçue, il l'a humiliée, il l'a arrêtée aux portes de Constantinople, il l'a contrainte de venir s'expliquer sur ses victoires et partager ses conquêtes, à Berlin ; la privant de la majeure partie de ses bénéfices, il l'a obligée à faire une part à l'Autriche. A dater de ce moment, l'alliance est rompue. Trois ans auparavant, en 1875, la Russie avait empêché la Prusse de se jeter sur la France. La Prusse avait commis une grande faute, la Russie fit un grand acte de sagesse. La Prusse s'était alliée avec l'Autriche. La Russie se tourna vers la France, et depuis tout a changé en Europe. C'est que si, depuis Frédéric II et Catherine, les gouvernements de Prusse et de Russie ont marché d'accord et se sont associés ; si depuis Frédéric-Guillaume III et Alexandre I[er] jusqu'à Guillaume I[er] et à Alexandre II, les souverains sont demeurés unis, les peuples de Prusse et de Russie ont toujours été hostiles. L'alliance a été une alliance de cour et de chancellerie, jamais une alliance nationale et populaire; de

sorte que le jour où cette alliance de cour a sombré dans la déception, l'hostilité ancienne des peuples s'est non pas réveillée (elle n'a jamais sommeillé), mais découverte, déployée, étalée publiquement ; elle s'est excitée en se déclarant ainsi, et cela, dans le même temps où se manifestaient les sympathies nationales entre Français et Russes. Les peuples continuaient ainsi à prononcer d'un côté la rupture et de l'autre l'entente.

Non seulement nous avons pu respirer à l'aise, mais l'Europe, on peut le dire, a pu respirer aussi. Tous les pronostics annonçaient une guerre dont les conséquences inhumaines étaient effroyables.

Grâce à un prince qui mérite plus qu'aucun autre, parmi ceux qui ont ceint la couronne, le beau nom de pacificateur, Alexandre III, la Russie, devenue arbitre de la paix et de la guerre, a exercé son arbitrage en faveur de la paix et, grâce à la paix, la France qui avait reconquis son indépendance, a repris son rang en Europe et étendu son empire en Afrique et en Asie.

Pendant ce temps aussi, la Russie a recommencé sa marche vers l'Orient par l'Asie où nous l'avons vue pénétrer vers la fin du XVIIe siècle et dans le courant du XVIIIe siècle.

Maintenant elle y avance à marches forcées ; elle a construit le chemin de fer transcaspien ; elle entreprend le chemin de fer transsibérien. Les Russes sont maîtres de tout le nord de l'Asie et touchent aux Anglais par leurs frontières des Indes. Il existe entre la Russie actuelle et l'Angleterre une cause permanente de conflits. Il y a une question d'Orient qui se déplace et qui est devenue une question d'Extrême-Orient.

Quand j'étais jeune et que je commençais à m'occuper d'histoire, le démembrement de l'empire Turc était le problème que les politiques se proposaient et que les journalistes débattaient constamment.

Aujourd'hui il ne reste plus, en Europe, de ce vaste empire turc, qu'un lambeau, un décor, que toutes les chancelleries ont intérêt à conserver. Mais il y a un grand empire, la Chine, dont l'avenir pose des questions qui ressemblent singulièrement aux questions d'Orient de ma jeunesse ; c'est un immense pays où les peuples s'encombrent, qui est très mal gouverné, qui a besoin d'argent, qui regorge d'hommes et qui ne sait pas former des armées. A côté grandit un peuple vigoureux, une sorte de Prusse insulaire : le Japon, avec lequel déjà la vieille Europe a dû compter.

Je vois ici quelque chose qui pourra peut-être modifier la face du monde dans un temps qui n'est pas très éloigné.

J'ai tâché de vous faire sentir cette force d'impulsion nationale que manifeste la Russie dans son extension territoriale ; je vous ai montré l'ardeur religieuse, fanatique, de ce peuple, sa soumission à ses maîtres, son dévouement à sa propre cause, qui ont fait sa grandeur présente, qui assurent son avenir. A cette force d'impulsion des âmes russes, je ne puis comparer que la force de production de la terre russe. Quand les lignes de chemin de fer que la Russie construit actuellement seront achevées elle pourra exporter les produits de son sol qui est prodigieusement fécond, qui réunit tous les climats du monde, qui produit du blé de quoi nourrir l'Europe et produira peut-être du vin de quoi l'abreuver.

La Russie ménage à l'Europe de grandes surprises ; mais il y en a une que la Russie ne fera jamais à ses amis comme à ses ennemis, c'est d'abandonner sa politique. Quoi qu'il arrive, la nation russe restera ce qu'elle a été ; son histoire nous montre avec quelle suite, quelle constance elle a marché ; elle ne s'arrêtera pas. Ce serait la plus grande folie du monde que de demander aux Russes de cesser d'être Russes, que de prétendre les faire agir contre leurs instincts, contre leurs croyances.

A ce prix seulement on peut fonder avec eux une entente efficace et durable ; mais, à ce prix, on l'a fondée, et, à ce prix on la peut affermir. Rien n'est plus souhaitable pour notre pays.

Les traités entre les Etats sont des mariages de raison et de convenance ; les mariages d'autrefois, étaient réglés par les princes et c'était encore beaucoup quand ils plaisaient aux époux, c'est-à-dire aux peuples. Mais les peuples sont émancipés. Ils ont la parole désormais. Ils gouvernent partout malgré les apparences, ils sont la réalité du pouvoir, qui n'est rien que par eux.

Vous avez entendu l'écho des acclamations de Cronstadt et de Moscou ; la voix du peuple russe a été pour quelque chose, pour beaucoup même, dans les actes du Gouvernement russe. Une grande nation nous témoigne sa sympathie à sa façon. Il s'est fait dans ce pays, qui a toujours progressé par impulsions sourdes et profondes des masses, une poussée populaire vers la France. C'est l'évènement capital des dernières années et l'évènement de l'avenir. C'est le bon, sûr et vrai mariage populaire, le mariage d'élection et de cœur ; ce sont ces mariages là qui fondent

les familles prospères et la force intime des peuples. Il faut à ces unions nationales quelque chose de plus que les bons contrats que font les sages notaires : il faut la confiance, l'estime réciproque, le dévouement, et pour que l'union soit bénie, cette consécration : le travail commun pour la justice.

